

DÉFENSE NATIONALE

LE REMPLACEMENT DES CF-101B

M. Stan Schumacher (Palliser): Ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Peut-il nous dire quand notre aviation sera dotée d'une version perfectionnée du CF-101B?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Le remplacement de nos appareils 101 par une version plus récente du même avion fait actuellement l'objet de pourparlers entre les fonctionnaires de mon ministère et de celui des Affaires extérieures et leurs homologues américains. Nous aurons, je crois, une annonce à faire dans cinq ou six semaines.

M. Schumacher: Comme question complémentaire, monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: Les députés voudraient-ils collaborer? Étant donné qu'il ne reste que quelques minutes avant la fin de la période des questions, on pourrait peut-être attendre à la prochaine séance pour poser les questions complémentaires.

LES NATIONS UNIES

LE CANADA ET LE PROJET DE CONFÉRENCE MONDIALE DE LA JEUNESSE

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Pourrait-il expliquer à la Chambre l'attitude actuelle ou future du Canada aux Nations Unies à l'égard de l'éventualité d'une conférence mondiale de la jeunesse? Le Canada est-il prêt à accorder une aide financière et, si oui, combien?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne pourrais répondre maintenant à toutes ces questions, car il faudrait que je consulte les dossiers. Je puis dire cependant qu'en principe nous appuyons la conférence de la jeunesse. Nous sommes prêts à offrir l'aide financière qui nous semblera appropriée à l'intérêt que le Canada porte à la question. Le problème tient plutôt à l'attitude d'autres pays au sujet du financement de cette conférence, dont le succès est loin d'être assuré.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA COLLABORATION AVEC D'AUTRES PAYS POUR LE FINANCEMENT DE LA PLANIFICATION FAMILIALE DANS LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je veux adresser une question au premier ministre suppléant. Le gouvernement a-t-il décidé de collaborer avec des pays comme les États-Unis et la Grande-Breta-

gne pour financer des programmes destinés à encourager la planification familiale, surtout dans les pays sous-développés dont la population s'accroît rapidement?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Non, monsieur l'Orateur, la question est toujours à l'étude.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LA RÉDUCTION DES EMBLAVURES—L'UTILISATION DU PERSONNEL DE L'AAP POUR LA VÉRIFICATION

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, une question pour le ministre d'État, chargé du programme LIFT. Comme le gouvernement se propose de dépenser au moins un million de dollars pour vérifier la superficie transformée en jachères d'été par les agriculteurs de l'Ouest qui sollicitent des fonds en vertu de ce nouveau programme, le ministre songe-t-il à faire appel au personnel chargé de l'application de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies pour cette vérification, au lieu de verser un million de dollars à une compagnie aérienne privée quelconque pour faire épier les agriculteurs du haut des airs, comme il en est question actuellement?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, la technique du levé aérophotogrammétrique est reconnue à peu près partout comme le moyen peut-être le plus satisfaisant et le plus facile de se rendre compte de l'utilisation des terres, et c'est cette méthode qu'emploieront naturellement les agents d'exécution de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, qui seront directement chargés de l'application du programme.

M. Southam: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: Nous sommes convenus tout à l'heure, du moins tacitement je pense, de renoncer aux questions supplémentaires pour permettre à autant de députés que possible de profiter de ce qui reste de la période des questions.

LE REVENU NATIONAL

LE DÉDOUANEMENT AU SERVICE POSTAL DE L'OUEST DU MANITOBA

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, je pense que le ministre du Revenu national peut répondre aujourd'hui à la question que je lui posais l'autre jour, au sujet de la centralisation du service postal pour toutes les expéditions douanières.

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, le courrier qui entre au Canada à destination du